

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/IG/W/47
19 septembre 2002

(02-5001)

Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement

Original: anglais

THÈME 2 - QUE FONT LES MEMBRES QUI SONT CONFRONTÉS À CE QU'ILS CONSIDÈRENT ÊTRE UN CONTOURNEMENT?

Communication de la Nouvelle-Zélande

La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 septembre 2002.

Dans la communication G/ADP/IG/W/30, les CE ont présenté plusieurs scénarios de contournement et invité les autres Membres à indiquer comment, selon leur pratique, les situations envisagées seraient traitées.

L'exemple 2 concernait des motocycles et des pièces détachées de motocycles alors que les motocycles importés par le pays A depuis le pays B sont frappés d'un droit antidumping. À la suite de l'imposition de ce droit, il se produit un remplacement manifeste des importations de motocycles par des importations de pièces détachées de motocycles expédiées du même pays. Comme les pièces détachées sont réparties dans divers conteneurs et sont acheminées en plusieurs expéditions, on ne peut pas parler de motocycles complets et ces pièces ne sont pas soumises au droit antidumping.

Dans la communication G/ADP/IG/W/35 de la Nouvelle-Zélande, nous avons déclaré que les possibilités d'action dépendraient de la classification des pièces détachées importées. Si elles ne pouvaient être classées en tant que motorcycle complet en vertu des Règles d'interprétation de la nomenclature tarifaire de la Nouvelle-Zélande, les pièces elles-mêmes ne seraient pas couvertes par la détermination de l'existence d'un dumping et il serait nécessaire que la branche de production fabriquant les pièces importées introduise une nouvelle requête.

Un exemple récent d'importation de parties séparées d'un produit en Nouvelle-Zélande a depuis lors compliqué la question. Il s'agit de l'importation d'un lot de pinceaux non montés – les soies retenues par une virole d'un côté, et les manches de l'autre. Les pinceaux sont actuellement frappés d'un droit antidumping. La pratique normale aurait consisté à établir si ces éléments faisaient partie de la même expédition, puis de recourir à la règle 2 a) des Règles d'interprétation de la nomenclature tarifaire¹ pour confirmer leur classification comme pinceaux et les frapper du droit antidumping approprié.

¹ La règle 2 a) est rédigée dans les termes suivants: "Toute référence à un article dans une position tarifaire doit être interprétée comme faisant également référence à cet article incomplet ou non fini, à la condition que, tel que présenté, l'article incomplet ou non fini possède le caractère essentiel de l'article complet et fini. Elle doit aussi être interprétée comme faisant référence à cet article complet ou fini (ou susceptible d'être classé comme complet ou fini en vertu de la présente règle), présenté en pièces détachées ou démonté.

Si les éléments faisaient chacun l'objet d'une expédition distincte, ils seraient classés indépendamment l'un de l'autre. Le manche serait considéré comme un article de bois ou de plastique et échapperait certainement au droit antidumping parce qu'il ne correspondait pas à la description des produits soumis à ce droit dans l'avis de détermination finale. Les soies retenues par une virole pourraient être considérées comme ayant le caractère essentiel d'un pinceau et être classées en conséquence, encore qu'il ne soit pas certain qu'elles correspondent à la description du produit soumis à droit antidumping dans la détermination finale.

Les éléments ont été acheminés en une seule expédition et l'Administration des douanes les a dûment classés comme pinceaux en application de la règle 2 a) et a imposé le droit prévu. L'importateur a contesté la légalité du droit antidumping appliqué à des éléments de pinceaux. Le Ministère a demandé un avis juridique sur ce point; selon cet avis, aucun droit antidumping n'était applicable dès lors que le produit ne correspondait pas à la description donnée dans la détermination finale (pinceaux). Il était en outre noté que les Règles d'interprétation ont pour objet d'établir une classification à des fins tarifaires, et non d'établir si un produit était frappé d'un droit antidumping.

En examinant les voies qui lui étaient ouvertes, le Ministère a étudié la possibilité d'invoquer d'autres dispositions législatives. La Loi douanière, par exemple, qualifie de délit le fait de tenter d'échapper à un droit. Comme le droit antidumping est défini dans la même loi comme un "droit spécial", la possibilité d'introduire une action en vertu de ce texte a été envisagée. Le Ministère a estimé qu'une telle action aurait peu de chances d'aboutir étant donné que l'importateur n'avait pas dissimulé sa pratique ni son intention d'"échapper" au droit antidumping en important des éléments afin de les monter en Nouvelle-Zélande, plutôt que d'importer des pinceaux complets.

Il n'y a pas d'autre disposition législative ou réglementaire qui permettrait d'engager une action dans la situation exposée ci-dessus. Il s'agit d'un cas manifeste de contournement et d'"évitement", qui apparaît cependant légal au regard des règles de droit en vigueur. La Nouvelle-Zélande en est réduite à informer les fabricants de têtes de pinceaux et de manches de pinceaux que le seul moyen pour eux de préserver les effets de la mesure prise est d'introduire une demande au nom de leur branche de production pour amener l'autorité compétente à étudier la possibilité d'ouvrir sur cette base deux nouvelles enquêtes.

Que feraient les autres Membres en pareille situation? Est-on vraiment devant un cas où les règles existantes ne permettent pas d'agir et où des règles anticontournement se justifieraient?
